

Les Possibles — No. 24 Été 2020

Covid-19 : changer radicalement le financement public

vendredi 26 juin 2020, par Eric Toussaint

Ce texte argumente en faveur d'actes unilatéraux souverains et de la désobéissance face aux traités et aux institutions européennes. Un État souverain peut légitimement suspendre le paiement de la dette et se mettre à l'auditer en vue de répudier la partie identifiée comme illégitime, un État souverain peut prendre des mesures unilatérales contre les paradis fiscaux et à l'encontre des banques, des entreprises en tout genre ou des personnes qui réalisent des transactions avec des paradis fiscaux.

Un État souverain a la compétence pour lever des taxes et des impôts. Le gouvernement ne peut pas invoquer constamment « Bruxelles », ou l'« Allemagne », les « Hollandais » ou les « Frugaux » pour justifier la poursuite d'une politique contraire aux intérêts de la majorité de la population.

Je suis d'accord avec Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Dominique Plihon et Pierre Khalifa [pour soutenir que](#), « devant la gravité de la crise subie par toutes les économies et l'énormité des dépenses publiques supplémentaires qu'elle va occasionner, afin d'éviter un emballement de l'endettement public, il serait possible que les titres publics achetés par la Banque centrale européenne dans le cadre du *quantitative easing* qu'elle pratique depuis 2015 soient annulés et donc effacés de son bilan, ou transformés en dette perpétuelle non remboursable, à taux zéro ou très proche de zéro. »

Je suis d'accord avec eux également quand, dans le même article récent par lequel ils répondent à Henri Sterdyniak qui a condamné leur proposition, ils déclarent à son propos : « il est opposé à toute annulation des dettes publiques, il ne comprend pas que puisse être possible un financement direct des dépenses publiques par les banques centrales et il compte seulement sur le grossissement du déficit public, comblé par les marchés financiers, pour faire face au gigantisme de la transition à opérer pour remodeler l'appareil productif écologiquement. »

Contrairement à la position défendue par H. Sterdyniak, la position du quatuor d'économistes d'Attac France est techniquement possible et souhaitable. Elle a une vertu pédagogique et didactique, d'autant qu'elle est étayée sur le plan technique. De ce point de vue l'argumentation avancée par Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Dominique Plihon et Pierre Khalifa tient la route.

Mais, tenant compte des règles de la BCE, des traités européens et de l'orientation de l'écrasante majorité des gouvernements des pays européens, il n'y a, à mon avis aucune possibilité de voir cela se réaliser. Les possibilités de voir se concrétiser cette option, aussi désirable soit elle, sont extrêmement faibles et

cela pour des raisons politiques.

1. Définir une stratégie

Tout en considérant que dans une autre Europe dotée d'autres règles et d'autres majorités gouvernementales, il serait possible de voir la BCE annuler les dettes ou les transformer en dettes perpétuelles à taux zéro, je ne crois pas qu'il faille concentrer nos revendications et nos efforts sur cette option.

En effet, il y a plus de possibilités de voir arriver au gouvernement une alliance de forces politiques populaires au gouvernement dans un pays comme la France, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande... si les partis et mouvements de gauche radicale du pays en question unissent leurs forces sur un programme radical que de voir évoluer simultanément dans le bon sens une majorité de gouvernements de pays membres de l'UE et en particulier de la zone euro. Sachant qu'en ce qui concerne l'UE, il faut l'unanimité pour prendre une décision.

Dans cette optique, j'ai accepté récemment de signer un texte international avec des députés de gauche dont Miguel Urban (député européen de Podemos, membre d'Anticapitalistas), Clémentine Autain (députée à l'AN pour la FI) et Andrej Hunko (député au Bundestag d'Allemagne) et des militants de différents pays d'Europe à la condition qu'un amendement que j'ai proposé soit incorporé au texte. Ce texte publié dans plusieurs quotidiens européens le 11 juin 2020 dit notamment [ceci](#) : « Nous pensons donc qu'il est crucial que la Banque centrale européenne (BCE) annule toutes les dettes des États membres visant à combattre les causes et les effets de la pandémie ou, à défaut, les transforme en 'dettes permanentes' (...). » J'ai accepté de signer ce texte à la condition qu'on ajoute : « (...) comme forme de pression pour que cette mesure soit prise, nous proposons que les États décrètent une suspension unilatérale de paiement de la dette combinée à la réalisation d'un audit à participation citoyenne dans la perspective de la répudiation/annulation de la

partie illégitime. »

Je vois un danger à se focaliser principalement sur la perspective de l'annulation des dettes par la BCE ou la transformation de ces dettes en dettes perpétuelles : cela facilite la tâche des gouvernements qui ne souhaitent pas prendre une décision radicale. Ils peuvent prétendre qu'ils attendent une décision favorable de la BCE. Ils peuvent dire : « Oui bonne idée, proposons-le au conseil européen, défendons cette idée dans la direction de la BCE ». Ensuite, de retour de Bruxelles ou de Francfort, ils pourront dire : « Nous avons essayé de convaincre nos partenaires européens mais nous n'y sommes pas parvenus. Du coup, nous continuons à rembourser les dettes à la BCE et à les augmenter pour faire face à la crise. ». Comme vous le savez, c'est ce qu'ils ont fait en maintes occasions à propos d'autres revendications et propositions techniquement réalisables. Ils ont fait le coup avec la taxe de type Tobin qui n'a jamais été appliquée parce qu'on attendait qu'elle le soit au moins à l'échelle européenne. Ils font le coup avec les mesures à prendre contre les paradis fiscaux. Sous prétexte de ne pas parvenir à prendre une mesure au niveau européen chaque gouvernement continue le « *business as usual* » en faveur du statu quo. C'est très confortable.

La nécessité d'une stratégie de rupture avec le système capitaliste

La crise sanitaire est loin d'être résolue. Le système capitaliste et les politiques néolibérales ont joué un rôle fondamental à tous les stades. Cette crise représente aussi l'occasion de prendre conscience de la nécessité de modifier radicalement la société dans son mode de vie, son mode de propriété, son mode de production et son rapport à la Nature. Seule l'auto-organisation et l'action populaire pourront permettre les changements nécessaires.

À l'origine de ce virus, une transformation effrénée des rapports entre l'espèce humaine et la Nature qui a renforcé à outrance l'exploitation de la Nature par le système capitaliste. Les maladies provoquées au cours des 20 dernières années par plusieurs virus de ce type avaient déjà alerté de la gravité de la situation. Alors que des chercheurs du secteur public le leur demandaient, les gouvernements capitalistes ont refusé de réunir les moyens pour approfondir la recherche et de tenter de se doter d'un instrument efficace pour faire face à une nouvelle épidémie. Ils voulaient laisser à l'initiative privée le soin de trouver éventuellement des remèdes. Or l'industrie pharmaceutique est motivée par la recherche du profit et elle n'a pas été convaincue que ce serait rentable d'investir des dizaines ou des centaines de millions dans la recherche et la production d'un vaccin pour ce type de maladie. Le *Big Pharma*, la grande industrie pharmaceutique, avait d'autres priorités. Alors que les effets dramatiques de ces choix sont évidents et que les besoins sont avérés, dans aucun pays capitaliste occidental depuis mars 2020, l'industrie pharmaceutique privée n'a été réquisitionnée ou mise sous statut public.

Le virus s'est répandu d'un continent à l'autre suite à la circulation effrénée des personnes et des biens autour de la planète qui va de pair avec un développement totalement exagéré du transport aérien dans le cadre de la mondialisation capitaliste.

Il y a heureusement une prise de conscience en cours dans une grande partie de la population. Les systèmes de santé publique, qui ont été mis à mal par 40 ans d'offensives néolibérales, ne sont pas à même de répondre comme il le faudrait à l'expansion du virus. On prend conscience que si le virus peut s'attaquer à n'importe quel individu, l'appartenance de celui-ci aux classes populaires le rend beaucoup plus vulnérable que s'il appartient à la classe capitaliste. Les êtres humains sont affectés différemment selon leur appartenance à une classe sociale, selon leur sexe et orientation sexuelle, selon le pays de résidence, selon leur âge, selon leur caste (en Asie du Sud) et selon d'autres facteurs. Les différentes formes d'oppression et d'exploitation vont être exacerbées dans une série de cas.

Dans la suite de cet article je vais me concentrer sur les aspects macroéconomiques, en particulier la politique des banques centrales et des gouvernements des grandes puissances.

2. L'action des banques centrales

Depuis la mi-mars 2020, les principales banques centrales de la planète interviennent massivement pour tenter de limiter l'extension de l'incendie financier en cours et pour essayer d'empêcher de nouvelles déflagrations. Elles tentent également de relancer la consommation des ménages et la production de marchandises et de services en misant sur les banques privées. Leur action se combine à celles des gouvernements qui augmentent leur endettement souverain afin de fournir des revenus de remplacement ou de complément aux travailleurs, ce qui à la fois soulage leur détresse et allège le coût de la crise pour les patrons qui peuvent user et abuser du chômage (notamment en faisant travailler à domicile du personnel censé être en arrêt de travail). Les gouvernements viennent également en aide aux microentreprises, aux travailleurs indépendants et aux PME. Ces mêmes gouvernements octroient des aides massives aux grandes entreprises privées.

Les banques centrales et les gouvernements fondamentalement aident le 1 % aux frais des 99 % tout en prétendant servir l'intérêt général. Les banques centrales et les gouvernements cherchent à maintenir en place le système capitaliste mondialisé branlant.

En inondant les marchés financiers avec des liquidités, les banques centrales espèrent circonscrire l'incendie financier et éviter des faillites de grandes entreprises et des pertes importantes pour le grand capital (et notamment les grands actionnaires).

C'est ce qu'elles avaient déjà fait à partir de 2008-2009 et cela a donné les résultats qui ont mené aux caractéristiques de la crise

qui a commencé en 2019 et s'est approfondie en 2020. L'ampleur des moyens utilisés par les banques centrales est considérablement renforcée car le calibre des armes financières et monétaires antérieur n'aurait pas suffi à contenir la crise financière qui a secoué le système pendant un mois entre la mi-février et la mi-mars 2020. Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas l'intérêt général qui est mis en avant. La guerre des classes s'approfondit.

Rappel des faits en ce qui concerne l'action des banques centrales depuis 2008

La politique des banques centrales n'est pas la cause principale de la crise du système capitaliste mais elle y contribue. À l'aide d'un interventionnisme très marqué pour venir en aide notamment aux grandes entreprises financières privées, elles ont évité, après 2008, au système capitaliste une répétition de la crise des années 1930 avec ses formes les plus brutales. Je veux parler de ce qui s'est passé entre 1929 et 1945 : les faillites en chaîne, la suspension du paiement de la dette par une trentaine de pays (dont l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, l'Italie, quatorze pays latinoaméricains... [1]), la victoire du nazisme [2], la Seconde Guerre mondiale... pour mentionner plusieurs chocs brutaux. Mais cette forme d'intervention a produit les ingrédients d'une nouvelle crise financière et n'a pas généré de véritable relance de la production (voir Éric Toussaint, « [La crise de la politique des banques centrales dans la crise globale](#) » [3]). À l'échelle mondiale, une nouvelle crise financière a éclaté en février-mars 2020. Cette crise mondiale avait été précédée de crises financières colmatées avec difficulté par la [Fed](#) au cours de l'année 2019 aux [États-Unis](#).

Alors que les grands médias et les gouvernements affirment constamment que la crise économique et financière est provoquée par la pandémie de coronavirus, j'ai insisté sur le fait que tous les éléments d'une nouvelle crise financière étaient réunis depuis plusieurs années et que le coronavirus constituait l'étincelle ou le détonateur de la crise boursière et non sa cause. La quantité de matières inflammables dans la sphère de la finance a atteint la saturation depuis plusieurs années et on savait qu'une étincelle pouvait et allait provoquer l'explosion : on ne savait pas quand l'explosion aurait lieu et ce qui la provoquerait mais on savait que cela allait venir. J'ai également indiqué que la [crise dans la production](#) avait commencé avant le coronavirus et avait touché les principales économies mondiales dès le premier semestre de l'année 2019 [4].

Cette fois-ci la crise financière est mondiale. Aucune bourse de valeurs n'y a échappé, que ce soit en Europe, aux Amériques, en Asie-Pacifique ou en Afrique. La perte entre le 17 février et le 17 mars 2020 se situe entre 40 et 20 % selon les bourses. [Seules les bourses chinoises](#) ont limité les dégâts (la bourse de Shanghai a chuté de 7 %).

L'injection massive de liquidités par les banques centrales à partir du 17 mars 2020 a re-boosté les bourses d'une manière

tout aussi artificielle et spéculative que dans les étapes précédentes car l'investissement dans la production n'a pas réellement repris, les ventes des entreprises n'ont pas repris significativement non plus et les bénéfices des entreprises n'ont pas augmenté.

La situation des bourses n'est pas stabilisée, de nouveaux krachs ne sont pas à exclure.

Il faut aussi souligner que la cotation en bourse de très grosses entreprises a très fortement chuté : la valeur de l'action de Boeing en bourse a baissé de 37 % entre le 1^{er} janvier 2020 et le 4 juin 2020, celle de la principale société pétrolière Exxon Mobil : -24 %, celle de la deuxième pétrolière, Chevron : -16 %, celle de la principale banque étasunienne JPMorgan :

- 20 % ; la principale firme pétrochimique : Dow, - 20 %.

À la bourse de Francfort, entre le 1^{er} janvier 2020 et le 4 juin 2020, l'action VW a perdu 15 %, BMW : - 19 % ; Mercedes-Daimler : - 20 % ; Lufthansa : - 34 %.

À la bourse de Paris, entre le 1^{er} janvier 2020 et le 4 juin 2020 : Airbus a perdu 38 % ; la banque Crédit agricole : -30 % ; la banque Société générale : - 46 % ; BNP Paribas : -26 % ; Peugeot : - 28 % ; Renault : - 36 %.

Les mesures annoncées concernant une nouvelle discipline financière après 2007-2008

Les mesures annoncées en 2008 et 2009 pour discipliner les banques se sont finalement limitées à des effets d'annonce. La supervision centralisée des banques de la zone euro, la création d'un fonds européen de garantie des dépôts, l'interdiction de certaines opérations (ne touchant que 2 % de l'activité bancaire globale), le plafonnement des bonus, la transparence des activités bancaires ou encore les nouvelles règles de régulation bancaire, Bâle III et IV, ne constituaient que des recommandations, des promesses ou, au mieux, des mesures tout à fait insuffisantes en regard des problèmes à résoudre.

Mais c'était encore trop pour les grandes banques et en conséquence l'administration de Trump a supprimé en janvier 2020 une grande partie du règlement Volcker adopté pendant l'administration de Barack Obama. En Chine, à partir de janvier-février 2020, la banque centrale a aussi lâché la bride aux banques chinoises en leur permettant de prendre plus de risques afin de tenter de relancer rapidement l'activité économique. À la fin mars 2020, la Fed, la BCE et le Comité de Bâle ont mis fin à presque toutes les restrictions qui avaient été imposées aux banques après la crise de 2007-2008. L'application des accords de Bâle III est reportée de plusieurs années (concernant les règles de Bâle III, voir la fin de [l'article](#) en juillet 2013).

Forte augmentation des dettes privées et

nouvelles bulles financières créées au cours des dix dernières années

La politique des grandes banques centrales a favorisé l'augmentation très forte des dettes privées des entreprises, d'une part, et d'autre part, la bulle spéculative sur les prix des actifs financiers : capitalisation boursière tout à fait exagérée, prix surévalués des *corporate bonds* (= les obligations émises par les entreprises pour emprunter) et volume démesuré de ce marché, et, dans certains pays (États-Unis, Chine...), une bulle dans le secteur immobilier. Cela a aussi produit une augmentation des dettes publiques qui est notamment le résultat funeste du sauvetage du système financier privé à partir de 2007-2008 avec l'argent public.

Les bulles spéculatives mentionnées plus haut sont donc largement le résultat de la politique menée par les grandes banques centrales (Réserve fédérale des États-Unis, BCE, Banque d'Angleterre, depuis dix ans, et Banque du Japon depuis l'éclatement de la bulle immobilière dans les années 1990) qui ont injecté des milliers de milliards de dollars, d'euros, de livres sterling, de yens dans les banques privées pour les maintenir à flot. Ces politiques ont été appelées *Quantitative easing* ou assouplissement monétaire. Les moyens financiers que les banques centrales ont distribués à profusion n'ont pas été utilisés par les banques et les grandes entreprises capitalistes des autres secteurs pour l'investissement productif. Ils ont servi à acquérir des actifs financiers : actions en bourse, obligations de dettes des entreprises, titres publics souverains, produits structurés et dérivés... Cela a produit une bulle spéculative sur le marché boursier, sur le marché obligataire (c'est-à-dire les obligations de dettes), et, à certains endroits, dans le secteur immobilier. Toutes les grandes entreprises sont surendettées.

Cette politique des banques centrales témoigne du fait que les décisions de leurs dirigeants sont entièrement déterminées par les intérêts à court terme des grandes banques privées et des grandes firmes capitalistes des autres secteurs : empêcher des faillites en chaîne et, en conséquence, des pertes considérables pour les grands actionnaires.

Les bulles financières ont été favorisées par les banques centrales et correspondent au fonctionnement du système capitaliste financiarisé

Cette politique tient également à une caractéristique du capitalisme financiarisé contemporain : une partie de moins en moins importante de la valeur nouvelle créée est réinvestie dans la production (voir François Chesnais, « [De nouveau sur l'impasse économique historique du capitalisme mondial](#) », consulté le 6 juin 2020). Une part croissante de la valeur nouvelle est dépensée sous forme de dividendes pour les actionnaires, sous forme de rachats d'actions, sous forme d'investissements spéculatifs notamment en produits structurés et dérivés... François Chesnais parle notamment d'« *un afflux toujours plus*

massif des profits non-réinvestis des groupes financiers à dominante industrielle ». [5] Michel Husson, dans plusieurs textes, a mis également le doigt sur cette caractéristique du capitalisme contemporain.

Pour Jean-Marie Harribey : « *Les bulles éclatent quand le décalage entre valeur réalisée et valeur promise devient trop grand et que certains spéculateurs comprennent que les promesses de liquidation profitable ne pourront être honorées pour tous, en d'autres termes, quand les plus-values financières ne pourront jamais être réalisées faute de plus-value suffisante dans la production.* » (« [La baudruche du capital fictif, lecture du Capital fictif de Cédric Durand](#) »).

L'action de la Fed entre mars et juin 2020

Face à l'éclatement de la bulle boursière qui a commencé dans la deuxième quinzaine de février 2020, le 3 mars 2020, la Fed décide de fixer son taux directeur dans une fourchette de 1 % à 1,25 %, c'est une baisse de 0,50 point, c'était la plus forte réduction au cours des dernières années car jusqu'ici la Fed baissait son taux par pallier de 0,25 point. Face à la poursuite de la dégringolade des bourses et notamment des banques qui sont au bord de la faillite, la Fed a appliqué une nouvelle baisse le 15 mars 2020 en frappant encore plus fort que le 3 mars. Cette fois-ci, elle a baissé son taux de 1 point. Donc, depuis le 15 mars, le nouveau taux d'intérêt directeur de la Fed se situe dans une fourchette de 0 à 0,25 %. Les banques sont encouragées à augmenter les dettes.

Le bilan de la FED a augmenté d'environ 3 000 milliards de dollars entre la deuxième quinzaine de mars 2020 et début juin 2020, passant grosso modo de 4 000 milliards à 7 000 milliards. C'est une augmentation beaucoup plus forte et rapide qu'en 2008-2009. L'augmentation s'explique principalement par les achats massifs de titres du Trésor américain par la FED auprès des banques privées.

À côté de l'achat massif de titres publics auprès des banques, la FED a recommencé à acheter massivement des produits structurés liés au marché de l'immobilier, que ce soit de l'immobilier résidentiel (*Mortgage Backed Securities*, MBS) ou de l'immobilier commercial (*Commercial Mortgage Backed Securities*, CMBS). Entre la dernière semaine de mars et début juin 2020, elle a racheté pour plus de 400 milliards de dollars de MBS et de CMBS. Dans son bilan, à la date de début juin 2020, les MBS et CMBS représentent 1 800 milliards de dollars.

Elle achète d'autres produits structurés dangereux : des CLO (*Collateralized Loan Obligations*) et des CDO (*collateralized debt obligations*) qui sont notées aussi bas que BBB- (c.-à-d. la note qui est juste au-dessus des dettes pourries, *junk bonds*).

Elle achète également des actions d'entreprises pour essayer de limiter leur chute.

En plus de cela, elle achète des dettes d'entreprises privées (des obligations d'entreprises, en anglais *corporate bonds*), y compris des dettes très risquées.

Sur le marché du *repo*, le 17 mars, elle a accru brutalement son intervention en injectant [90 milliards de dollars en un seul jour](#). Depuis cette date, elle injecte entre 10 et 20 milliards par jour dans le marché du *repo* [6] dès qu'il y a un manque de liquidités, avec une nouvelle pointe de 45 milliards le 5 juin 2020.

De plus, elle a passé un accord avec toutes les grandes banques centrales des autres continents pour leur fournir des centaines de milliards de dollars afin d'éviter un plus grand chaos financier international.

En résumé, l'intervention de la Fed est nettement supérieure à ce qu'elle a été après septembre 2008 au lendemain de la faillite de Lehman Brothers et de l'effondrement de la principale société états-unienne d'assurance (AIG) ainsi que de General Motors.

L'action de la BCE entre mars et juin 2020

La Banque centrale européenne (BCE), dirigée par Christine Lagarde, dont le taux directeur est de 0 %, a annoncé le 12 mars 2020 qu'elle allait augmenter ses achats de titres financiers privés (obligations et produits structurés) et publics (titres souverains). Et c'est ce qu'elle fait. Elle a également gonflé le volume des crédits avantageux octroyés aux banques à moyen et long terme. La BCE a annoncé le 4 juin 2020 qu'elle augmentait son programme d'achats de titres de dettes publics et privées en le portant à 1 350 milliards d'euros et que ses achats se poursuivraient au moins jusque'en juin 2021. Ce nouveau programme de rachats de dettes aux banques et aux entreprises privées est nommé 'pandemic emergency purchase programme' ou PEPP (voir la [communication de Christine Lagarde](#) le 4 juin 2020)

Par ailleurs, les banques qui s'engagent à ne pas réduire le volume de leurs prêts au secteur privé peuvent se financer largement auprès de la BCE à un taux négatif de - 1 % dans le cadre du programme intitulé *targeted longer-term refinancing operations* ou [TLTRO III](#). Attention, si elles ne tiennent pas leurs promesses rien, n'est prévu pour les mettre à l'amende. Cela veut dire qu'elles sont rémunérées et subventionnées lorsqu'elles empruntent à la BCE. Les banques remboursent à la BCE un montant inférieur à la somme qu'elles empruntent.

Et comme mentionné plus avant, la Fed, la BCE et d'autres banques centrales ont réduit à partir de mars 2020 les quelques mesures « disciplinaires » qui avaient été prises après la précédente crise financière de 2007-2008 et elles promettent de faire preuve d'un laxisme quasi illimité sous prétexte que les banques constituent les intermédiaires privilégiés de la relance économique.

es banques centrales et les autres régulateurs permettent aux grandes banques privées de prendre encore plus de risques

La Fed, la BCE et d'autres banques centrales ont annoncé que les banques ne devaient plus respecter les règles en matière

d'un certain montant de liquidités qu'elles doivent détenir pour faire face à un accident financier. De même, les banques centrales ont réduit leurs exigences en matière de ratio entre le capital de la banque et ses engagements figurant à son bilan. Cela veut dire que les banques peuvent prendre encore plus de risques qu'avant. On en revient presque à la situation qui a précédé la crise de 2007-2008 en ce qui concerne la liberté qui est laissée aux banques.

Les grandes banques demandaient cela depuis des années. Elles avaient déjà réussi à réduire les exigences que leur adressaient les banques centrales et les autorités de régulation. Maintenant elles obtiennent toute licence pour refaire un peu n'importe quoi.

Le quotidien financier, *Financial Times*, a calculé qu'en trois semaines les différentes banques centrales ont annoncé des mesures qui ont réduit de 500 milliards de dollars, les réserves et les fonds propres que les banques doivent garder en permanence (*Financial Times*, « [Regulators free up \\$500bn capital for lenders to fight virus storm](#) », 5 April 2020, Le FT écrit : « *En permettant aux banques de fonctionner avec des niveaux de capital plus faibles, les régulateurs renforcent leur puissance de feu pour absorber la demande accrue de prêts ainsi que la hausse des défaillances des clients et la détérioration de la qualité du crédit dans leurs portefeuilles de prêts.* » [7])

Les banques centrales demandent aux grandes banques d'arrêter pour un temps de distribuer d'importants dividendes à leurs actionnaires et de stopper les rachats de leurs propres actions

Pour tenter de limiter le mécontentement populaire qui surgira quand on prendra conscience des cadeaux qu'elles font aux banques privées, les banques centrales, notamment la Fed et la BCE, demandent aux banques de ne plus racheter leurs actions en bourse et de limiter le versement de dividendes. Le 27 mars 2020, la BCE a annoncé qu'elle demandait aux deux cents plus grandes banques de la zone euro de renoncer, pour une période limitée dans le temps, à racheter leurs actions.

Pour rappel, les banques des États-Unis ont racheté leurs propres actions pour plus de 860 milliards de dollars au cours des dix dernières années et, rien qu'en 2019, elles en ont racheté pour 47,5 milliards de dollars. À cela s'ajoutent quasiment 80 milliards de dollars qu'elles ont versés en 2019 sous forme de dividendes à leurs actionnaires. Les banques européennes ont fait grosso modo la même chose que leurs consœurs états-uniennes.

Comme mentionné plus haut les grandes banques des États-Unis ont annoncé qu'elles mettaient fin jusque septembre 2020 au rachat de leurs propres actions. Par contre, elles font le forcing pour continuer à pouvoir distribuer des dividendes à leurs actionnaires alors même qu'elles reçoivent une aide massive du Trésor public !

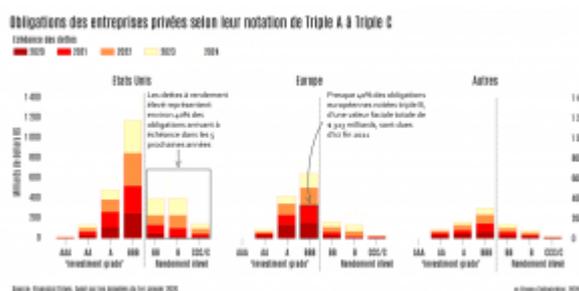
À noter qu'en avril 2020 les banques états-uniennes se sont

félicités auprès de leurs actionnaires qu'elles avaient réalisé de très importants gains grâce aux ventes massives d'actions en bourse au cours du premier trimestre de 2020. Il faut savoir que les banques touchent des commissions sur les ventes d'actions tous secteurs confondus. Plus les actions changent de propriétaires sur les marchés boursiers et plus les banques gagnent d'argent même si les valeurs boursières chutent. Selon le *Financial Times* du 26 mars 2020, les revenus des banques des États-Unis en ce qui concerne les activités de marché ont augmenté de 30 % en février-mars 2020. Cette augmentation concerne les 12 plus grandes banques. Cela ne les empêchera pas de déclarer des pertes sur leurs activités globales de manière à ne pas payer d'impôts.

3. Les prochaines déflagrations

Avant le début de la crise, le marché des titres de dette à haut risque et haut rendement atteignait un volume d'environ 2 200 milliards de dollars (il s'agit des titres qui ont une note qui va de BB à C). Le marché des titres de dette de meilleure qualité (*investment grade* qui vont de AAA à BBB) était beaucoup plus grand et atteignait environ 4 500 milliards de dollars. Le problème c'est que depuis mars 2020, les agences de notation dégradent chaque jour des dizaines de titres (pour des centaines de millions ou des milliards de dollars). Aux États-Unis, cela concerne des titres de dettes émis par de grandes entreprises comme Ford, General Motors... Début avril, des titres de dette émis par Ford pour un montant de 36 milliards de dollars ont été dégradés par les agences de notation, ils sont passés de BBB (*investment grade*) à BB (*junk*, qu'on peut traduire par « pourri » ou « poubelle »). Ils sont donc maintenant considérés comme à haut risque. Au total en mars 2020, 90 milliards de dollars de dettes considérées comme d'assez bonne qualité ont été dégradés à la catégorie à haut risque (*junk*) voir « [Bond investors rattled by flood of fallen angels](#) », (FT du 8 avril 2020).

Or, comme on peut très bien voir sur l'infographie ci-dessous une très grande quantité de dettes « *investment grade* » sont dans la catégorie BBB et c'est justement cette catégorie qui est massivement en cours de dégradation pour se transformer en BB c.-à-d. « *junk* ». L'infographie montre la situation telle qu'elle était en janvier 2020 avant le déclenchement de la crise du coronavirus. Depuis mars, la situation s'est nettement aggravée.



Comme Ford, de très grandes entreprises qu'elles soient industrielles, commerciales, financières ou autres commencent à rencontrer d'énormes difficultés pour rembourser les dettes

colossales qu'elles ont amassées au cours des dix dernières années.

Or les banques ont prêté à long terme (généralement sous la forme d'achat de titres de dette émis par toutes sortes d'entreprises) et pour financer ses prêts, elles empruntent généralement à court terme. Ce qui est en train de se passer est une répétition de 2007-2008, les banques ont prêté massivement à long terme (pour des durées de 5 à 6 ans) sans trop regarder la qualité et la solvabilité des emprunteurs (généralement de grosses entreprises mais aussi à des familles, à des étudiants...) du moment que cela procurait du rendement. Les emprunteurs sont directement touchés par la crise et éprouvent de plus en plus de difficultés à rembourser leurs dettes. Or les banques se financent à court terme auprès d'autres banques et d'autres sociétés financières sur le marché du *repo* notamment, de même elles empruntent à la banque centrale. Vu qu'une nouvelle fois les banques ne se font plus confiance et que les autres sociétés financières se méfient au plus haut niveau des banques, la Fed ou les autres banques centrales interviennent avec de grandes quantités de liquidité pour éviter des faillites de banques ou d'autres sociétés, tout cela pour protéger leurs grands actionnaires.

Les possibles futures déflagrations

Si les banques centrales n'étaient pas intervenues encore plus massivement que dans la période qui a suivi 2008-2009, on aurait assisté à la poursuite de la chute des cours boursiers et à des faillites de grandes entreprises, ce qui aurait été normal en termes de fonctionnement du système capitaliste.

Du point de vue de l'intérêt des classes populaires, il aurait fallu mettre à profit la crise pour reprendre en main les leviers clés de l'économie et de la finance en appliquant des mesures résolument anticapitalistes, mais évidemment pour cela il aurait fallu de puissantes mobilisations populaires sur un tel programme et des mouvements politiques capables de joindre leurs forces pour aider à modifier le rapport de forces. Nous n'en sommes pas là.

L'intervention massive en cours réalisée par les banques centrales et les gouvernements fonctionne comme un mécanisme de dopage : les bourses ont repris des couleurs (sans pour autant revenir à la situation de fin 2019), les banques ont recommencé des opérations d'octroi de crédit grâce à la garantie donnée par les États. Elles peuvent prêter sans discernement ou de manière frauduleuse à de grandes entreprises privées car, en cas d'incapacité de remboursement de celles-ci, l'État remboursera les banques à leur place.

Il n'est pas du tout dit que cela va suffire à relancer de manière significative à la fois la consommation, l'investissement productif et la production.

Le cas de Renault est emblématique : cette entreprise va licencier et fermer des centres de production, ce qui était prévu depuis 2019 et en même temps elle va recevoir des aides

financières directes de l'État français pour un montant de plusieurs milliards d'euros. De plus, le gouvernement français incite les ménages résidents en France à acheter des voitures. Au contraire, il faudrait investir massivement dans les transports en commun et dans des industries nouvelles qui permettraient de sortir du modèle qui produit et aggrave la crise écologique.

On peut raisonnablement prévoir qu'avec ce type de politiques, les inégalités vont continuer d'augmenter, la spéculation financière va se poursuivre, la consommation qui redémarre se portera sur des produits qui ne permettent pas réellement de changer le mode de vie et de consommation, les attaques pour précariser un peu plus encore le travail et baisser son coût vont augmenter, les prélèvements sociaux et les impôts sur les entreprises capitalistes vont baisser, les problèmes de financement de la Sécurité sociale vont s'aggraver, la dette publique va augmenter, les services publics de santé ne vont pas être massivement refinancés, les attaques contre l'enseignement public vont se poursuivre et l'exclusion scolaire des jeunes des classes populaires va s'aggraver, le *big pharma* va augmenter ses profits, les banques vont multiplier les prises de risques...

Tôt au tard, une nouvelle crise financière aura lieu.

Après la bulle boursière qui a commencé à éclater avec fracas en février-mars 2020, la bulle du marché obligataire menace d'éclater elle aussi. Cette bulle n'a pas encore éclaté parce que les banques centrales continuent de l'alimenter par l'injection massive de liquidités.

Une autre bulle a commencé à éclater, celle du marché hypothécaire aux États-Unis. La crise touche tant le marché hypothécaire résidentiel que le marché hypothécaire commercial (les surfaces de bureaux, de commerce, etc.).

Comme énormément de grandes entreprises industrielles sont fortement endettées, il est fort possible que des faillites se produisent. Cela devrait également concerner d'autres secteurs, rappelons la faillite retentissante du voyageur britannique Thomas Cook intervenue le 23 septembre 2019 bien avant l'épidémie du coronavirus. Thomas Cook n'arrivait plus à rembourser une dette qui dépassait 2 milliards d'euros. En lien avec la crise, d'autres grands voyageurs vont faire faillite. Des compagnies aériennes devraient faire faillite. Des sociétés pétrolières devraient faire faillite. À moins que les États n'interviennent pour sauver une fois de plus leurs grands actionnaires avec l'argent public, ce qui est en cours.

Comme indiqué plus haut, les banques centrales et les gouvernements des pays les plus industrialisés ont réussi à limiter la casse en 2007-2008 et ont évité la répétition de la crise des années 1930 en injectant des milliers de milliards de dollars dans les rouages. Il y a bien sûr eu la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 mais, aux États-Unis, les autres grandes entreprises au bord de la faillite comme le principal assureur mondial AIG ou la General Motors ont été sauvées avec l'argent public. Il en a été de même en Europe avec Royal Bank of Scotland au Royaume-Uni, Natixis en France et une vingtaine de

grandes banques en Irlande, Allemagne, Belgique, Suisse, Italie, Espagne, Pays-Bas, Grèce, Slovaquie, Chypre, dont certaines ont été nationalisées pour sauver leurs grands actionnaires. Ce type d'intervention massive a donc permis aux grands actionnaires de s'en tirer très bien et cela a conduit à un mouvement encore plus grand de concentration financière. Des banques moyennes ou grandes ont été rachetées par les plus grandes. Ce mouvement a eu lieu notamment aux États-Unis, en Belgique, en Espagne, au Portugal, en Grèce... Mais ce type d'intervention des banques centrales et des États n'a pas permis de réaliser la purge que, dans « son » propre intérêt, le système capitaliste nécessitait pour pouvoir repartir sur la voie de l'expansion.

Rappelons que les hauts taux de croissance des grandes économies industrielles remontent aux 30 années qui ont suivi le début de la Seconde Guerre mondiale dans le cas des États-Unis et l'après-Seconde Guerre mondiale en ce qui concerne l'Europe et le Japon. Ensuite, à partir des années 1970-1980, le taux de croissance a baissé [8] et la financiarisation de l'économie s'est fortement développée. Cela a abouti à une première grande crise financière en 1987, puis à celle de 2000-2001 et à celle de 2007-2008 qui a été suivie d'une chute mondiale de la production en 2009 et puis par dix ans de croissance lente [9] sauf dans la sphère financière où des bulles spéculatives se sont formées pour la énième fois dans l'histoire du capitalisme mondial.

En résumé, entre 2010 et 2020, la croissance de la production et de la productivité ont été faibles parmi les anciennes grandes puissances industrielles d'Amérique du Nord et d'Europe. C'est la Chine qui a joué le rôle de locomotive au niveau mondial.

Une chose est claire : en comparaison de l'intervention des banques centrales qui avait été massive à partir de 2008 [10], l'intervention de celles-ci à partir de mars-avril 2020 est encore plus colossale. Cela peut limiter les dégâts mais cela ne règle pas les problèmes.

Cela va conduire à une augmentation formidable des dettes publiques tant en valeur absolue qu'au niveau du ratio dette publique / PIB puisque que la dette augmente et que le PIB diminue.

4. Quelles mesures en matière de financement public ?

Il convient de mettre en avant la nécessité pour les gouvernements de prendre des mesures souveraines unilatérales. Bien sûr on ne peut que recommander la réalisation d'alliances entre plusieurs gouvernements populaires mais même un gouvernement isolé doit prendre des mesures :

Concernant la dette. – En Europe, un gouvernement qui voudrait prendre des mesures en faveur des classes populaires et commencer à répondre à la crise écologique et sanitaire devrait désobéir aux traités, reprendre le contrôle de la banque centrale de son pays et lui intimer l'ordre de lui prêter les moyens

financiers nécessaires à la fois à des dépenses d'urgences et à la réalisation planifiée de grands investissements pour rompre avec le modèle actuel pour réussir le combat contre la crise écologique et établir la justice sociale.

– Dans la zone euro, un tel gouvernement devrait suspendre le remboursement de la dette publique, notamment celle détenue par la BCE. Dans le cas de la France, la BCE détient, via la Banque de France, pour plus de [450 milliards €](#) de titres de la dette publique française.

- Il faudrait réaliser un audit des dettes publiques avec la participation des citoyen·nes afin d'identifier les dettes illégitimes, odieuses, insoutenables ou et illégales pour aboutir à leur répudiation ou à une restructuration unilatérale comprenant des mesures d'annulations très fortes.
- Il est fondamental d'auditer les dettes passées et les dettes en cours d'accumulation.

Dettes illégitimes, odieuses, insoutenables ou illégales

Dette publique illégitime : C'est une dette contractée par les autorités publiques afin de favoriser les intérêts d'une minorité privilégiée.

Dette publique odieuse : 'Selon la doctrine, pour qu'une dette soit odieuse, et donc nulle, elle doit remplir deux conditions :

1.- Elle doit avoir été contractée contre les intérêts de la Nation, ou contre les intérêts du Peuple, ou contre les intérêts de l'État.

2. - Les créanciers ne peuvent pas démontrer qu'ils ne pouvaient pas savoir que la dette avait été contractée contre les intérêts de la Nation. Il faut souligner que selon la doctrine de la dette odieuse, la nature du régime ou du gouvernement qui la contracte n'est pas particulièrement importante, puisque ce qui compte, c'est l'utilisation qui est faite de cette dette. Si un gouvernement démocratique s'endette contre l'intérêt de la population, cette dette peut être qualifiée d'odieuse, si elle remplit également la deuxième condition. Par conséquent, contrairement à une version erronée de cette doctrine, la dette odieuse ne concerne pas seulement les régimes dictatoriaux. (voir : « [La Dette odieuse selon Alexander Sack et selon le CADTM](#) »).

Le père de la doctrine de la dette odieuse, Alexander Nahum Sack, dit clairement que les dettes odieuses peuvent être attribuées à un gouvernement régulier. Sack considère qu'une dette régulièrement contractée par un gouvernement régulier peut être considérée comme incontestablement odieuse... si les deux critères ci-dessus sont remplis.

Il ajoute : *'Ces deux points établis, c'est aux créanciers que reviendrait la charge de prouver que les fonds produits par lesdits emprunts avaient été en fait utilisés non pour des besoins odieux, nuisibles à la population de tout ou partie de l'État, mais pour des besoins généraux ou spéciaux de cet État, qui n'offrent pas un caractère odieux'*

Sack a défini un gouvernement régulier comme suit :

« On doit considérer comme gouvernement régulier le pouvoir suprême qui existe effectivement dans les limites d'un territoire déterminé. Que ce pouvoir soit monarchique (absolu ou limité) ou républicain ; qu'il procède de la « grâce de Dieu » ou de la « volonté du peuple » ; qu'il exprime la « volonté du peuple » ou non, du peuple entier ou seulement d'une partie de celui-ci ; qu'il ait été établi légalement ou non, etc., tout cela n'a pas d'importance pour le problème qui nous occupe. »

Donc, il n'y a pas de doute à avoir sur la position de Sack, tous les gouvernements réguliers, qu'ils soient despotiques ou démocratiques, sous différentes variantes, sont susceptibles de contracter des dettes odieuses.

Dette publique insoutenable : c'est la dette dont la poursuite du paiement empêche les autorités de garantir aux citoyens l'exercice de leurs droits fondamentaux notamment en matière de santé, d'éducation, de logement, de revenu minimum et de sécurité. Si la poursuite du paiement de la dette empêche les autorités publiques de respecter leurs obligations fondamentales envers les citoyen·nes, le paiement en question peut être suspendu même si la dette est légitime et légale.

Dettes publiques illégales : Les dettes illégales sont les dettes qui ont été contractées en violation des procédures légales en vigueur (par exemple en contournant les procédures parlementaires), celles qui ont été marquées par une faute grave du créancier (par exemple par

recours à la corruption, à la menace ou à la coercition) ou issues de prêts assortis de conditions violant le droit national (du pays débiteur ou créancier) et/ou international, dont les principes généraux du droit.

Impôt et taxes : Pour générer d'importantes rentrées financières dans les caisses publiques, il faut prendre des mesures radicales en termes d'impôt (voir l'appel lancé par Attac France « [Plus que jamais, chacun doit payer sa juste part d'impôt](#) », *Libération*, 9 juin 2020). Il faut un impôt exceptionnel de crise sur

le patrimoine du 1 % le plus riche et sur ces revenus. Par exemple un impôt exceptionnel de l'ordre de 15 à 25 %.

Il est bien sûr recommandé d'imposer également un impôt exceptionnel de crise progressif, par exemple au-dessus d'un patrimoine de 1 million € ou de 1,5 million € (hors résidence principale dont une valeur maximale exemptée de l'impôt serait fixée en tenant compte de la composition de la famille et du lieu de résidence).

Il faut une réforme du code des impôts pour augmenter la progressivité de l'impôt à charge des plus riches tout en baissant l'impôt sur les couches populaires.

Il faut rétablir l'ISF en l'adaptant de manière à fortement augmenter son rendement en frappant les plus riches.

Il faut baisser radicalement la TVA sur les produits et services de première nécessité afin de réduire le coût de la vie pour les classes populaires.

Il faut mettre en place de nouvelles taxes en ciblant les plus riches et les activités nuisibles : taxe sur le kérosène, augmentation de la taxe sur les grosses voitures (grosse cylindrée), taxe de type Tobin sur les transactions financières,...

Il faut mener une lutte très active contre la grande évasion fiscale, interdire les transactions avec les paradis fiscaux, imposer systématiquement d'importantes amendes à l'encontre des grandes sociétés et des personnes riches qui pratiquent l'évasion et/ou la fraude fiscale.

S'engager à recourir à un processus d'endettement public légitime. La dette publique pourrait constituer un instrument de financement d'un vaste programme de transition écologique, au lieu de servir à imposer des politiques anti-sociales, extractivistes, productivistes, favorisant la compétition entre les peuples. L'endettement public n'est pas mauvais en soi. Les pouvoirs publics peuvent recourir à l'emprunt pour :

- financer la fermeture complète des centrales nucléaires ou thermiques ;
 - remplacer les énergies fossiles par des énergies renouvelables respectueuses de l'environnement ;
 - financer une reconversion de l'agriculture actuelle qui contribue de manière importante au changement climatique et qui est une grosse consommatrice d'intrants chimiques responsables de la baisse de biodiversité. Il s'agit de redonner aux activités agricoles une orientation compatible avec la lutte contre le changement climatique en favorisant notamment les circuits courts et en produisant de la nourriture bio ;
 - réduire radicalement le transport routier et aérien au profit de transports collectifs par voies ferrées ;
 - financer un vaste programme de développement d'un habitat de meilleure qualité et consommant beaucoup moins d'énergie.
- L'emprunt public est légitime s'il est au service de projets eux-mêmes légitimes et si ceux et celles qui

contribuent à l'emprunt le font également de manière légitime.

En plus du recours au financement par la banque centrale (voir plus haut), le gouvernement peut réaliser des emprunts publics.

Un gouvernement populaire n'hésitera pas à obliger les grandes entreprises (nationales ou étrangères) et les ménages les plus riches à contribuer à l'emprunt sans que ceux-ci en retirent avantage, c'est-à-dire à taux zéro et sans compensation pour l'inflation.

Simultanément, une grande partie des ménages des classes populaires qui ont une épargne pourront être convaincus d'accepter de confier volontairement celle-ci aux pouvoirs publics afin de financer les projets légitimes mentionnés plus haut. Ce financement sur base volontaire par les couches populaires serait rémunéré à un taux réel positif, par exemple de 3 %. Cela signifie que si l'inflation annuelle atteignait 2 %, les pouvoirs publics assureraient le paiement d'un intérêt nominal de 5 % afin de garantir un taux réel de 3 %.

Ce mécanisme serait hautement légitime car il financerait des projets utiles pour la société et parce qu'il permettrait de réduire la richesse des plus riches tout en augmentant les revenus des couches populaires et en sécurisant leur épargne.

Dans le cas de la France, il convient de se souvenir de ce qu'on appelait le circuit du trésor qui a fonctionné après la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1970 et qui a permis à la France de se financer hors marché. Pour cela, il faut vraiment lire la thèse, éditée en livre, de Benjamin Lemoine et intitulée *L'ordre de la dette*.

Socialiser le secteur financier et le secteur de l'énergie.

Socialiser le secteur financier ne consiste pas seulement à développer un pôle bancaire public. Il s'agit de décréter un monopole public sur le secteur financier, à savoir les banques et les sociétés d'assurance. La socialisation consiste à placer le secteur financier sous contrôle citoyen et à créer un service public bancaire. Socialiser le secteur bancaire signifie :

- l'expropriation sans indemnité (ou avec comme seule indemnité l'euro symbolique) des grands actionnaires (les petits actionnaires seront indemnisés) ;
- l'octroi au secteur public du monopole de l'activité bancaire à une exception près : l'existence d'un secteur bancaire coopératif de petite taille (soumis aux mêmes règles fondamentales que le secteur public) ;
- la définition – avec participation citoyenne – d'une charte sur les objectifs à atteindre et sur les missions à poursuivre, qui mette le service public de l'épargne, du crédit et de l'investissement au service des priorités définies selon un processus de planification démocratique ;
- la transparence des comptes qui doivent être présentés au public de manière compréhensible ;

- la création d'un service public de l'épargne, du crédit et de l'investissement, doublement structuré, avec d'une part un réseau de petites implantations proches des citoyens, et d'autre part, des organismes spécialisés en charge des activités de gestion de fonds et de financement d'investissements non assurés par les ministères en charge de la santé publique, de l'éducation nationale, de l'énergie, des transports publics, des retraites, de la transition écologique, etc. Les ministères devront être dotés du budget nécessaire aux financements des investissements relevant de leurs attributions. Les organismes spécialisés interviendraient quant à eux dans des domaines et des activités excédant les compétences et les sphères d'action de ces ministères afin d'assurer le bouclage d'ensemble [11].

En dehors de la sphère de l'endettement public, des impôts et taxes et de la finance en général, de nombreuses mesures devraient être prises :

Dans le cadre de la transition écologique, bien sûr, la socialisation du secteur de l'énergie est également une mesure prioritaire. Il ne peut y avoir de transition écologique sans monopole public sur le secteur de l'énergie, tant au niveau de la production que de la distribution.

Il faut également mettre en œuvre un vaste plan d'urgence pour la création d'emplois socialement utiles et pour la justice sociale ce qui passe par la réduction du temps de travail avec maintien des salaires.

Il faut des dépenses massives dans le secteur du *care* et toutes les activités liées à la reproduction sociale au sens où l'entendent les auteurs féministes comme Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser, notamment dans leur livre *Féminisme pour les 99 % Un manifeste*, voir aussi le [Manifeste féministe](#). Il faut assurer une véritable [gratuité de la santé publique ainsi que de l'enseignement public](#).

J'ai abordé également la question des mesures immédiates à prendre pour affronter la crise dans « [Covid-19 : bilan d'étape de la crise multidimensionnelle et pistes alternatives](#) ».

Conclusion générale

Cette crise représente aussi l'occasion d'obtenir un vrai changement des règles du jeu pour modifier radicalement la société dans son mode de vie, son mode de propriété, son mode de production et son rapport à la Nature, en donnant la priorité aux biens communs, à la souveraineté alimentaire et à la relocalisation de la production matérielle et des services, en

adaptant une manière de travailler et de produire qui soit compatible avec la lutte contre la crise écologique.

Il nous faut planifier la décroissance tout en améliorant les conditions de vie, élargir la sphère des services publics, le contrôle citoyen et la démocratisation, pour rompre avec la société du 1 % des plus riches et réaliser une révolution écologiste, socialiste, autogestionnaire, féministe et antiraciste. Cette révolution aura lieu seulement si les victimes du système capitaliste et de la société patriarcale entrent en auto-activité et s'auto-organisent pour dégager le 1 % et son personnel politique des différents centres du pouvoir et ce afin de créer un véritable pouvoir démocratique. Pour y contribuer, on a besoin de prendre des initiatives en faveur de la relance d'un puissant mouvement politique et social à l'échelle internationale (voir [ceci](#) et [cela](#)).

Il faut abattre le mur qui sépare organisations politiques et mouvements sociaux. Il faut que les organisations politiques comprennent qu'elles n'ont pas le monopole de l'élaboration de propositions programmatiques. Les mouvements sociaux peuvent très bien participer aux élaborations. Il faut concevoir des campagnes qui rassemblent des gens qui sont organisés à différents niveaux, y compris des gens qui, jusqu'à il y a peu, n'étaient pas organisés. L'exemple type, c'est ce qu'on a vu en France avec les Gilets jaunes dont une partie importante était des gens qui n'avaient quasi aucune expérience d'organisation et qui ont fait un bond

dans la conscience politique et dans le mode d'organisation, d'auto-organisation, et dont les formes d'action pour bloquer ont essayé de paralyser le fonctionnement normal de la société. Donc il faut réussir à adopter des formes d'action et de regroupement où tout comportement de type élitiste, donneur de leçons, est abandonné et où on abandonne toute forme de sectarisme.

Si chacun ou si une grande partie de la gauche radicale campe sur ses positions et décide de construire sa propre chapelle ou de la renforcer dans une sorte de lutte de concurrence par rapport à d'autres, on court vers l'échec. La question de créer l'unité et de faire tomber des murs entre différents types de mouvements est extrêmement importante.

Deuxièmement, il faut à la fois des propositions d'urgence qui vont très loin, très radicales car les gens, enfin une partie importante des gens, veulent des solutions de rupture avec le système en place. Et si la gauche radicale s'auto-limite dans les propositions, c'est l'extrême droite identitaire, raciste, machiste ou y compris obscurantiste religieuse, qui va prendre le dessus dans les réponses radicales.

Notes

[1] Concernant la suspension du paiement de la dette par 14 États latinoaméricains dans les années 1930, voir Éric Toussaint, *La*

Bourse ou la Vie, Syllepse, 2004, chapitre 7 ou Éric Toussaint, « [Retour dans le passé : Mise en perspective de la crise de la dette](#) ».

[2] Bien sûr la victoire du nazisme n'est pas le résultat mécanique de la grande crise économique des années 1930, d'autres facteurs sont intervenus. De même pour les causes de l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Voir Ernest Mandel, [Sur la Seconde Guerre mondiale](#), La Brèche, 2011. Voir [différents chapitres publiés sur internet](#).

[3] François Chesnais écrit que la situation actuelle « témoigne de la non-résolution de la « grande récession », puisque la condition *sine qua non* d'une sortie tant soit peu durable d'une grande crise et a fortiori d'une dépression est une forte dévalorisation/destruction physique de capital productif et le renversement du mouvement du taux de profit auquel elle conduit. » dans « [L'état de l'économie mondiale au début de la grande récession Covid-19 : repères historiques, analyses et illustrations](#) » publié par *A l'encontre* le 12 avril 2020, consulté le 13 avril 2020.

[4] François Chesnais va dans le même sens et donne une série de détails sur l'ampleur de la crise dans le secteur de la production en 2019 (voir l'article déjà cité). L'économiste britannique, Michael Roberts avait également montré dans plusieurs articles publiés en 2019 l'ampleur de la crise dans le secteur de la production.

[5] Je suis d'accord avec la conclusion de l'article de François Chesnais déjà mentionné : « Ce sont d'abord les politiques publiques d'austérité partout, mais aussi une configuration dans laquelle les entreprises et la grande distribution doivent persuader des ménages dont le pouvoir d'achat stagne d'acheter, au-delà du quotidien indispensable, des choses qu'ils possèdent déjà. Parallèlement dans les chaînes de valeur mondiales les donneurs d'ordre pressurent toujours plus les sous-traitants et les transporteurs maritimes et routiers tout au long de la chaîne. La courbe de l'accumulation du capital argent porteur d'intérêt renforce le poids économique et politique dans tous les pays des gestionnaires de fonds et de fortunes et des managers des groupes financiers industriels et commerciaux attachés uniquement de la sécurité des flux d'intérêts et la distribution maximale de dividendes. Ainsi les processus à effet de contraction qui dominent l'économie mondiale s'accompagnent-ils d'une accélération de la dilapidation des ressources minières, de la déforestation et de l'épuisement des sols. Parallèlement, le montant des investissements publics exigé par toute « transition écologique » est inatteignable sans l'annulation des dettes publiques laquelle est plus que jamais une revendication démocratique absolument centrale. »

[6] Le *repo* est l'abréviation de « Sale and Repurchase Agreement » désignant un accord de rachat ou de prise en pension de titres sur le marché monétaire.

[7] « By allowing banks to operate with lower levels of capital, regulators are boosting their firepower to absorb higher demand for loans as well as rising customer defaults and a deterioration in credit quality in their loan books. »

[8] Il y a eu une première grande crise de production en 1974-1975, la première au niveau mondial depuis la Seconde Guerre mondiale, suivie par deux grandes crises de production dans les décennies 1980 et 1990, une au début des années 1980 et une au début des années 1990.

[9] Michael Roberts parle de « longue dépression » (*Long depression*) pour désigner la période qui a suivi la crise de 2007-2008, voir notamment Michael Roberts, « [The post-pandemic slump](#) », 15 avril 2020, Michel Husson, « [L'économie mondiale en plein chaos](#) » *A l'Encontre* 17 mai 2020..

[10] Au Japon, l'intervention massive de la banque centrale avait déjà commencé au cours des années 1990 car ce pays avait connu une énorme crise financière qui a précédé la crise qui a touché les États-Unis et l'Europe à partir de 2007-2008. Voir Daniel Munevar, « Décennies perdues au Japon », in Éric Toussaint et Damien Millet, *La Dette ou la Vie*, Aden, 2011, Bruxelles.

[11] Patrick Saurin et Éric Toussaint, « [Comment socialiser le secteur bancaire](#) »..